

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 15 Novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**OD PLAST**

BERU - BP 15  
35680 Bais

Références : UD35/2023-619  
Code AIOT : 0005521810

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement OD PLAST implanté BERU BP 15 35680 Bais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du dépôt d'une nouvelle version d'une demande d'évaluation environnementale et dans un contexte de mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation au titre de la réglementation des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OD PLAST
- BERU BP 15 35680 Bais
- Code AIOT : 0005521810
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est spécialisée dans la fabrication de pièces platisques (PE et PVC).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions constructives et moyens de lutte contre l'incendie - Bâtiment extrusion et réserves d'eau ;
- Atelier mélange, silos matières premières - Visite des locaux et des équipements ;
- Gestion des eaux pluviales, des eaux sanitaires et des eaux en cas d'incendie ;

- Accès et voiries ;
- Rejets poussières ;
- Conditions de stockage.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Au regard des derniers échanges ayant eu lieu lors de l'inspection relatifs au dossier d'évaluation environnementale, une demande d'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/12/2021 et de l'arrêté préfectoral de suppression et remise en état du 03/06/2023 a été transmise en Préfecture le 04/11/2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Détection – Atelier extrusion	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
5	Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet
6	Confinement des eaux	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
14	Chauffage - Atelier extrusion	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude de ruine – Atelier extrusion	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
2	Issue de secours – Atelier extrusion	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
3	Désenfumage – Atelier extrusion	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
7	Atelier mélange	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
9	Aspiration centralisée	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
10	Besoin en eau d'incendie	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
11	Stockage matières	Dossier	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	premières et produits finis	d'autorisation du 08/09/2023		
12	Forage	Dossier d'autorisation du 08/09/2023	/	Sans objet
13	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments descriptifs et d'exploitation prévus dans le dossier d'évaluation environnementale sont en partie en place, en partie en attente des travaux de construction du local broyage. L'exploitant doit s'assurer d'un fonctionnement correct de la détection dans le local extrusion, principal moyen de lutte contre l'incendie dans cette zone aujourd'hui.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Étude de ruine – Atelier extrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ruine bâtiment extrusion
<b>Prescription contrôlée :</b> De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur. [...] Le sol des locaux est incombustible (de classe A1 f1)
<b>Constats :</b> Le bâtiment présente une hauteur inférieure à 12,5 m. Il est conçu en structure métallique de stabilité au feu minimale R15. Il n'y ni étage, ni mezzanine. Le sol est en béton
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Issue de secours – Atelier extrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Issue de secours extrusion
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès des locaux permettent l'intervention rapide des secours. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.
<b>Constats :</b> Deux portes « issues de secours » vont être condamnées dans le cadre du projet de bâtiment « broyage ». Les conditions d'évacuation restent conformes après travaux, avec notamment la

création d'une nouvelle ouverture sur une autre façade à proximité d'une des portes condamnées (vers les silos).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Désenfumage – Atelier extrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage extrusion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>[...]Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement.</p> <p>La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p> <p>[...] Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'atelier extrusion est bien équipé du nombre de cantons, d'exutoires et d'ouverture indiqués dans le dossier. Les boîtiers de commande sont à proximité d'issues.</p> <p>Le dispositif de désenfumage a fait l'objet d'un contrôle en décembre 2022 (étiquettes sur les boîtiers).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Détection – Atelier extrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection extrusion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement, approprié aux risques et conforme aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une détection par aspiration d'air est présente sur toute la surface de l'atelier. Un report d'alarme est prévu sur les portables de personnes désignées.</p>

Au niveau de la centrale incendie, il a été observé un dérangement en cours sur un nombre important de zones d'aspiration. Le dérangement le plus ancien remonte à février 2023. Ce dérangement est la résultante d'un problème d'encrassement des circuits d'aspiration (fines particules plastiques émises par le process - matières premières). Selon les informations fournies par l'exploitant, le dérangement n'empêche à ce stade pas le fonctionnement de la détection. Mais c'est une première alerte avant dysfonctionnement.

La problématique d'encrassement est identifiée depuis l'origine de la mise en œuvre du dispositif de détection. Un chiffrage est en cours (juin / juillet) pour solutionner le problème de fond de l'adéquation du dispositif de détection avec le process.

Dans l'attente, l'exploitant fait réaliser des actions ponctuelles de nettoyage. Le dernier nettoyage date, selon ses dires, de février ou mars 2023.

Le dernier contrôle du dispositif de détection date de janvier 2023 (étiquette).

> L'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la bonne adéquation du dispositif de détection avec les contraintes du process. Il s'assure du bon fonctionnement de la détection en toute circonstance et fait réaliser les nettoyages nécessaires en ce sens aussi souvent que nécessaire dans l'attente de la mise en œuvre des mesures visant à solutionner la problématique détectée sur le fond. Il transmet, dans un délai de deux mois, les conclusions relatives aux travaux à réaliser sur le dispositif, la date de réalisation de ces travaux et les conclusions de fin de chantier si les travaux sont finalisés dans le délai des deux mois.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le site est équipé de deux séparateurs / débourbeurs. Une vidange annuelle est assurée par l'entreprise LEBLANC Environnement. Selon les dires de l'exploitant, le prestataire indique que cette vidange pourrait être espacée, avec une limite à deux ans d'intervalle fixée par la réglementation.

L'état des séparateurs a été vérifié et n'appelle pas d'observation particulière.

Le personnel du site délègue la maintenance de ces équipements à la société LEBLANC. Ainsi, il ne sait pas apprécier dans quelle mesure les séparateurs nécessitent un nettoyage ou une vidange (encrassement, niveau d'eau et de boue dans les équipements notamment).

Si la société OD PLAST souhaite augmenter l'intervalle entre deux nettoyages des séparateurs, elle doit assurer un contrôle visuel de l'état des équipements a minima annuellement et définir les critères sur lesquels les employés peuvent s'appuyer pour déterminer si le nettoyage est nécessaire ou pas.

> L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, les documents justifiant la bonne mise en œuvre du nettoyage annuel des séparateurs d'hydrocarbures et la bonne gestion des eaux et boues issues de cette prestation.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : Confinement des eaux

**Référence réglementaire :** Dossier d'autorisation du 08/09/2023

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie

**Prescription contrôlée :**

Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parkings, etc.) du dépôt en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

**Constats :**

Selon les informations disponibles dans le dossier d'autorisation en cours d'instruction, les bassins sont correctement dimensionnés pour assurer une régulation des eaux pluviales du site non pas au QMNA5 du cours d'eau (non connu) mais à 3 l.s.ha.

Ces bassins sont étanches et en bon état.

Une vanne de confinement manuelle est présente en sortie des deux bassins, permettant le confinement des éventuelles pollutions et des eaux d'extinction. L'accès à ces vannes n'est toutefois pas facilité à ce stade (absence de pieds de biche, contrôle de la bonne fermeture de la vanne), alors qu'une demande de dérogation sur le sujet est sollicitée dans le dossier d'autorisation et qu'une des mesures compensatoires consiste justement à faciliter la mise en œuvre du confinement.

> L'exploitant met en œuvre, dans un délai de deux mois, les mesures permettant de faciliter la fermeture des vannes de confinement des eaux pluviales en cas d'incendie ou de pollution accidentelle. Il s'agira a minima :

- de toutes mesures permettant la manipulation aisée de la vanne (mise à disposition des outils notamment) ;
- de mesures claires sur la méthode de fermeture ;
- test régulier de la bonne fermeture et de la bonne étanchéité de la vanne. Le résultat de ces contrôles est consignés.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 7 : Atelier mélange

**Référence réglementaire :** Dossier d'autorisation du 08/09/2023

<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Atelier mélange
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune activité classée au sein de l'atelier mélange
<b>Constats :</b> L'atelier mélange est déjà dédié aux activités de mélange des matières premières. Les matières premières plastiques ne sont pas stockés en son sein, sauf en cours de production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Aspiration centralisée

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système d'aspiration des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> EDD : Le site dispose déjà aujourd'hui d'un système d'aspiration centralisé des poussières auquel sera raccordée une grande partie des installations. L'aspiration centralisée dispose de filtres à manche permettant de filtrer les poussières. Cette installation est équipée d'un détecteur de pression qui, en cas de surpression signifiant un problème de filtration, déclenche une alarme sonore et visuelle dans l'atelier d'extrusion. Le futur local de concassage, broyage et micronisation y sera également relié. En cas de déclenchement de cette alarme, l'opérateur stoppe manuellement le fonctionnement des machines à la fois pour des questions de sécurité et de qualité de production. L'aspiration centralisée dispose également d'un système de décolmatage automatique qui, à fréquence élevée (10 à 15 secondes environ), envoie un souffle d'air permettant de décoller les poussières des filtres. Compte des dispositifs en place et de la présence humaine 24/24h, le risque de surpression dans le système d'aspiration centralisée n'est pas retenu dans la suite de l'étude.
<b>Constats :</b> Le site dispose déjà aujourd'hui d'un système d'aspiration centralisé des poussières auquel sera raccordée une grande partie des installations situés dans le futur local broyage. L'aspiration centralisée dispose de filtres à manche. Dans le cadre du projet de construction du local broyage, un local dédié à cet équipement sera construit au sein du local broyage et les amenées d'air en provenance du local extrusion seront donc modifiées (longueur augmentée). À l'issue de la construction du local broyage, il pourra être intéressant de vérifier le bon fonctionnement de ce dispositif d'aspiration au regard des enjeux en matières d'émission de poussière dans l'air (suivi de l'état des filtres, alarmes pression / dépression, système de décolmatage, résultat des rejets dans l'air au point de rejet de l'aspiration, conformité du point de prélèvement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Besoin en eau d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eaux d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Le besoin en eau majorant à l'échelle du site s'élève à 600 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 1 200 m<sup>3</sup> (bâtiment d'extrusion). La ressource en eau actuellement disponible (960 m<sup>3</sup>) est donc insuffisante. En outre et pour rappel, les distances d'éloignement entre les différents points d'eau existant n'est pas conforme (&gt; 150 m). Dès lors, il est proposé de modifier la défense extérieure contre l'incendie par l'ajout de deux réserves souples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réserve n°5 de 120 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- Réserve n°6 de 240 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Ces modifications permettront d'une part de disposer de réserves d'eau correctement positionnées les unes par rapport aux autres et d'autre part de disposer d'un volume total interne nécessaire au besoin calculé, sans mobiliser le réseau public de poteaux incendie.</p> <p>Le site dispose actuellement, comme indiqué précédemment, de 4 réserves souples d'eaux d'extinction offrant un volume comme suit.</p> <p>1 : 240 2 : 120 3 : 240 4 : 240</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté la présence de réserves incendie (au niveau d'un parking VL proche des bureaux – 240 m<sup>3</sup>, au niveau de la zone de stockage de matières premières – 120 m<sup>3</sup>, à proximité du petit bassin de confinement – 240 m<sup>3</sup>, à proximité du grand bassin de confinement / zone stockage produits finis – 240 m<sup>3</sup>).</p> <p>Bien que certains de ces bassins aient une contenance de 360 m<sup>3</sup>, la largeur entre les bouches d'aspiration n'est pas suffisante pour les besoins d'intervention des pompiers (stationnement des engins côte à côte). Ainsi, seuls 240 m<sup>2</sup> sont comptés au titre du DECI.</p> <p>Dans le cadre du projet, deux autres réserves seront mises en place (une réserve de 120 m<sup>3</sup> à proximité de la zone de stockage palettes, une réserve de 240 m<sup>3</sup> entre la micro-station d'épuration et le petit bassin de confinement).</p> <p>La configuration d'implantation actuelle des réserves d'eaux incendie et l'emplacement des futures réserves supplémentaires a fait l'objet d'une validation des services de secours.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

#### N° 11 : Stockage matières premières et produits finis

<b>Référence réglementaire :</b> Dossier d'autorisation du 08/09/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>EDD :</p> <p>Matières premières : PE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hors tunnel : Masse, un niveau de palettes, 56x16, 1,8 m h</li> <li>- Tunnel : Masse, un niveau de palettes, 25x42, 1,8 m h</li> </ul> <p>Produits finis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tubes PVC (grosse zone) : Masse, un niveau de palettes, 200x110, 6 m h</li> <li>- Tubes PE (moyenne zone) : Masse, un seul niveau de palette, 171x50, 4 m h</li> <li>- Drains PVC (petite zone) : Masse, un seul niveau de palettes, 80x50, 3 m h</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les données d'entrée en dimension des stockages extérieurs de matières plastiques ont été vérifiées. Sans que la mesure exacte ait été faite lors de l'inspection, les dimensions générales des</p>

<p>îlots et zone de stockage correspondent aux données ayant servi aux calculs des effets thermiques d'un incendie.</p> <p>Il a été constaté, pour la zone de stockage de tubes PE (moyenne zone, la plus proche des habitations) qu'il pouvait y avoir ponctuellement un dépassement de la hauteur maximale prise en compte dans les calculs (5 m en réalité contre 4 m dans les calculs). Toutefois, ce constat a été fait pour un ensemble isolé dans l'îlot. Dans les faits, la plupart des ensembles sont inférieurs à 3 m de haut.</p> <p>Les zones de stockage n'empiètent pas sur la voie engin. Les emplacements des zones correspondent bien aux emplacements signalés dans le dossier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Forage

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/09/2023, article s/o
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence et usage d'un forage sur le site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans l'étude d'impact du dossier d'évaluation environnementale, il est signalé la présence d'un forage dans le périmètre du site (extrait d'une cartographie en ligne du BRGM).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur l'emplacement exact de cet ouvrage et sur l'usage fait sur site, l'exploitant indique ne pas connaître l'existence d'un tel forage. Il indique par ailleurs savoir qu'un forage existe, chez un particulier situé à proximité de l'usine, et que cet ouvrage n'est pas répertorié sur cette même cartographie, suggérant ainsi que c'est ce forage qui est référencé sur la base BRGM mais qu'il est mal situé.</p> <p>Un examen de la zone où serait situé l'ouvrage selon la base BRGM (zone parking et réserve incendie proche bureaux et de la zone bordant la station de distribution de carburant) a été fait lors de l'inspection. Aucun ouvrage de forage ou piézomètre n'a été repéré.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Autosurveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement à des fins de contrôle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li> <li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li> <li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li> <li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li> <li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li> <li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li> <li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À des fins de contrôle ponctuel de la qualité des eaux pluviales rejetées, l'accès au point de prélèvement des eaux pluviales après sortie des séparateurs est à améliorer (grand bassin).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Chauffage - Atelier extrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chauffage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent, dont la source se situera en dehors des aires de transformation. Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chauffage est assuré par air chaud et aérotherme dans l'atelier. Il a été indiqué que ce système assurerait aussi le chauffage des bureaux présents au sein de l'atelier.</p> <p>Le dossier d'autorisation n'aborde pas la question du chauffage dans l'atelier d'extrusion (aucun justificatif demandé sur ce point selon le guide des justificatifs à fournir dans un dossier d'enregistrement). La prescription n'est pas applicable en tant que telle, l'activité étant autorisée au titre de la rubrique 2661 (et le texte s'appliquant au site enregistré), mais elle permet de donner un état de l'art dans le domaine.</p> <p>&gt; L'exploitant fournit un descriptif du dispositif de chauffage présent dans l'atelier d'extrusion et dans les bureaux de cet atelier. Il se positionne sur les risques présentés par le dispositif et sur les mesures éventuelles de prévention permettant d'écarter, diminuer le risque ou sa probabilité d'occurrence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet